

## Le cancer de la société française, c'est le chômage

Laurent Wauquiez, ministre des affaires européennes, dénonce « l'assistanat » et s'en prend aux allocataires du Revenu de solidarité active (RSA). Nous comptons 1,1 million de personnes touchant le RSA sans emploi. Nous comptons aussi 1,1 million de personnes au RMI en 1999 (sources CNAF). En douze ans, le chiffre est resté le même ! Pourtant, entre temps, la crise économique est passée par là et le chômage a grimpé en flèche.

Les allocataires du RSA sont des personnes en grande difficulté : des mères seules avec de jeunes enfants, des personnes ayant des problèmes de santé, des chômeurs, notamment en zones de désertification industrielle qui ont épuisé leur droit à indemnisation, etc. Ils sont allocataires du RSA parce qu'ils ne parviennent plus à accéder à l'emploi, et non parce qu'ils ne le veulent pas. Seules 600 000 personnes touchent aujourd'hui le RSA tout en exerçant une activité alors que le dispositif en prévoyait initialement trois fois plus.

Cette sous-utilisation montre, d'une part, qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois aujourd'hui pour permettre au RSA de répondre à son objectif de départ : garantir un retour à l'emploi suffisamment rémunérateur pour sortir les personnes de la pauvreté. Elle montre aussi que beaucoup de personnes qui y auraient droit ne demandent pas le RSA, de peur justement d'être stigmatisées.

L'accompagnement qui devait être assuré par Pôle emploi, organisme totalement débordé, est totalement insuffisant pour permettre aux personnes de retrouver un emploi après avoir réglé les multiples problèmes qui font obstacle à cette reprise : problèmes de santé, de logement, de mobilité, de formation, de garde d'enfants... Or, l'expérience de nos associations montre qu'une personne sur deux retrouve un emploi ou une formation lorsqu'elle est sérieusement accompagnée. C'est donc sur cet accompagnement que doit porter l'effort.

On ne peut pas davantage invoquer, pour justifier ces annonces, l'importance de la fraude. Nous savons qu'elle est minime : on compte 2,1% des allocataires qui auraient touché indûment des prestations, mais ce chiffre intègre les erreurs de calculs et les retards de traitement des dossiers...

Autre idée fautive : Laurent Wauquiez demande que le RSA ne dépasse pas 75 % du SMIC. Cela a toujours été le cas : lors de sa création en 1988, le RMI était fixé à 50 % du SMIC et le RSA ne représente plus aujourd'hui que 43 % du SMIC. Le RSA permet juste de survivre. Le cumul RSA / allocations familiales / aide au logement est de 700 € pour un couple sans emploi. Contrairement à ce que dit Laurent Wauquiez,

il est toujours largement en dessous du cumul SMIC / allocations familiales / aide au logement.

Laurent Wauquiez propose aussi quelques heures de travail d'intérêt général en contrepartie. Cela pose d'abord un problème de principe dès lors que cela s'apparenterait à du travail forcé. Pourquoi ne pas proposer un véritable travail ? La vérité est que peu d'offres sont proposées et que très peu d'allocataires les refusent (ils seraient radiés s'ils en refusaient plus de deux).

Ce que Laurent Wauquiez oublie de rappeler, ce sont tous les dysfonctionnements, les retards de paiement, les calculs erronés de cette allocation difficile à évaluer, toutes les incertitudes qui pèsent sur les personnes, car elles ne savent jamais combien elles vont toucher, lorsqu'elles travaillent un mois 20 heures, l'autre 60, et le troisième pas du tout. Et pourtant, elles sont plus de 600.000 à travailler et à toucher le RSA activité... A croire qu'elles partagent elles aussi l'ambition que le travail est une valeur positive !

Enfin, Laurent Wauquiez s'en prend aux étrangers qui abuseraient de la générosité française. La législation actuelle fixe déjà à 5 ans de séjour régulier en France avec autorisation de travail, la durée minimale pour toucher le RSA. Il est indécent de laisser croire que n'importe quel étranger peut toucher facilement le RSA.

Il y a bien sûr des améliorations à apporter au RSA. Nous l'avons dit et écrit. Nous sommes disponibles pour y travailler. Mais, l'accompagnement des personnes vulnérables est un enjeu essentiel pour l'avenir de notre pays qui mérite autre chose que des positions idéologiques fondées sur des données fausses.

**Contact FNARS : Sylvaine VILLENEUVE (01 48 01 82 32 / 06 63 66 11 24)**

76 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 Paris  
Tél. 01 48 01 82 00 - Fax 01 47 70 27 02  
[www.fnars.org](http://www.fnars.org) - [fnars@fnars.org](mailto:fnars@fnars.org)

**Fédération nationale des associations  
d'accueil et de réinsertion sociale**